

**Trump et Milei: un ami qui vous veut du bien ?
Leçons de l'intervention des États-Unis en Argentine.**

Esther Jeffers et Jonathan Marie

25 février 2026

Résumé :

Cette note discute les conséquences de la politique économique de Javier Milei, président de l'Argentine depuis décembre 2023, ainsi que les motivations de l'aide financière massive fournie à ce pays par les États-Unis fin 2025.

Après une dévaluation massive de la monnaie, le gel des investissements publics et des coupes drastiques dans les dépenses publiques, la dynamique économique espérée par le gouvernement argentin ne s'est pas enclenchée. En septembre 2025, les marchés financiers s'inquiètent des effets de la récession et de la possible remise en cause du programme économique en cas de défaite de Milei aux élections législatives de mi-mandat. À la suite de sa rencontre avec le président Milei à New York le 23 septembre, le président Trump s'engage à « aider » l'Argentine, à la condition que Milei gagne les élections, ce qui sera le cas.

Si l'intervention des États-Unis a permis de calmer l'inquiétude financière, la note souligne que les causes structurelles de cette instabilité sont toujours présentes. Deux voies sont envisagées : l'Argentine pourrait être amenée à connaître de nouveau une crise de change et de balance des paiements, ou bien elle peut être condamnée à voir sa structure économique se primariser encore plus, en contradiction avec les impératifs écologiques ou de plein-emploi.

Le soutien des États-Unis s'explique parce que l'Argentine dispose de gaz naturel, de lithium et d'autres ressources. Et il y a une volonté claire de freiner l'influence de la Chine qui est un partenaire commercial et financier essentiel pour Buenos Aires. L'administration Trump cherche aussi à étendre davantage la sphère d'influence de Washington dans toute l'Amérique latine. Les États-Unis signent des accords commerciaux majeurs avec l'Argentine, le Guatemala, l'Équateur ou le Salvador, mais kidnappent aussi Maduro à Caracas et renforcent le blocus sur Cuba. L'ingérence directe des États-Unis dans les pays latino-américains passe donc par le « modèle Buenos Aires », via la mobilisation de l'arme dollar, ou par le « modèle Caracas », via la mobilisation de la puissance militaire.

Points clés :

- La politique économique menée par Milei passe par la stabilisation du change, la libéralisation de l'économie et la baisse des dépenses publiques, et produit des effets : désinflation obtenue mais au prix de déséquilibres macroéconomiques insoutenables
- Le soutien financier massif du FMI et du trésor états-unien permet pour l'instant à cette politique d'être maintenue
- Ce soutien s'explique par la proximité politique de Trump avec Milei mais il est aussi soutenu par des intérêts particuliers des États-Unis (accès aux ressources, volonté de contrer l'influence chinoise)
- Les conséquences pour l'Argentine s(er)ont importantes : la survenue d'une probable nouvelle crise de balance des paiements et de la dette externe ; l'évolution de la matrice productive qui devient encore plus primarisée

¹ Les auteurs remercient pour leurs commentaires les membres du collectif des Économistes atterrés, en particulier Benjamin Coriat, Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon et Dominique Redor. Les auteurs remercient aussi Javier Ghibaudi pour sa lecture attentive d'une version préliminaire. Bien sûr, les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées.

Introduction

L'intervention directe, massive et explicite de l'administration Trump dans la politique argentine ou au Venezuela s'effectue dans un contexte international où les tensions géopolitiques sont exacerbées, où une fragmentation géopolitique marque les échanges internationaux. Pour éclairer cela, nous analysons la situation macroéconomique argentine et étudions le soutien états-unien à l'Argentine.

Dans une première partie de cette note, nous revenons sur la politique économique de Javier Milei, analysons les difficultés générées et la manière dont le soutien financier extrêmement massif du FMI et des États-Unis (deux fois 20 milliards de dollars) lui permet de les repousser sans pour autant générer un modèle soutenable du point de vue de la macroéconomie.

Dans la deuxième partie de la note nous examinons plus spécifiquement l'action de l'administration Trump vis-à-vis de l'Argentine.

Dans une troisième partie nous abordons les conséquences pour l'Argentine, mais aussi pour toute l'Amérique latine.

Enfin, dans une quatrième partie, nous analysons l'approche de l'administration Trump qui développe une « diplomatie particulière ». Non seulement par des changements brutaux de politique ou d'alliances, mais aussi par le démantèlement délibéré des institutions diplomatiques, ainsi que des institutions internationales et du multilatéralisme. Pour conclure, nous envisageons différents scénarios mus par les mêmes objectifs de la part des États-Unis et remarquons que l'ingérence directe des États-Unis dans les pays latino-américains peut dorénavant aussi bien passer par le « *modèle Buenos Aires* », via la mobilisation de l'arme dollar, que par « *le modèle Caracas* », via la mobilisation de la puissance militaire.

I. La politique économique de Milei : de la tronçonneuse au soutien de Trump

Milei est élu président de la République argentine le 19 novembre 2023 et succède au péroniste² Alberto Fernandez le 10 décembre 2023. Candidat atypique par certains aspects, se définissant comme anarcho-capitaliste, il promet de résoudre les problèmes économiques qu'il estime provoqués par la « caste » en libéralisant à tout crin l'économie. Ses propositions de libéralisation de l'économie trouvent un écho favorable immédiat auprès de l'important secteur agro-industriel (le secteur emploie moins de [2,5 % de la population active du pays mais il génère 40 % des exportations](#) et participe à hauteur de près de [25 % du PIB](#)) comme du secteur financier. Pendant la campagne électorale, il s'engage à supprimer la banque centrale du pays et la monnaie domestique, le peso, pour permettre la dollarisation intégrale. Dans un pays dans lequel le dollar est particulièrement prégnant dans les comportements d'épargne et comme unité de compte de sa richesse, l'espoir que chacun pourrait facilement et librement accéder à la devise états-unienne a participé à la popularité de sa candidature. Il promet aussi une très nette réduction des dépenses publiques comme des impôts, qui seraient sabrés par sa célèbre tronçonneuse. Lors de son élection, l'Argentine souffrait d'une inflation particulièrement élevée ([plus de 133 % pour l'année 2023](#)

² Milei se présente comme le candidat « antipéroniste » par excellence, caricaturant ses concurrents à outrance, dans un style que ne renieraient pas Donald Trump ou Jair Bolsonaro par exemple. Le péronisme argentin est aujourd'hui dominé par l'influence de Cristina Kirchner, qui a présidé la Nation argentine de 2007 à 2015, succédant à son mari, et qui fut vice-présidente de 2019 à 2023. Le péronisme cherche historiquement à obtenir l'appui des classes populaires laborieuses par le développement ou le maintien d'un État social relativement important et il cherche plutôt à soutenir le développement d'un secteur industriel domestique, en particulier pour que ce secteur puisse faire contrepoids à l'important secteur agro-exportateur argentin. Les mouvements de balancier très forts dans la politique argentine (et dans la politique économique menée) peuvent être appréhendés par la domination des secteurs extravertis (agro-exportation, finance...) qui alterne avec celle de gouvernements plus enclins à développer les aides sociales et à restreindre les échanges extérieurs afin de soutenir l'industrie domestique et l'emploi. La crise sanitaire eut des effets particulièrement importants en Argentine et les mesures de confinement particulièrement restrictives et durables ont été mal vécues par une partie importante de la population. Ce contexte semble avoir joué un grand rôle dans le rejet du péronisme en 2023, de même que la perception que les actions menées étaient largement clientélistes plutôt que répondant à des critères universalistes.

[selon l'indice des prix à la consommation, atteignant même 211 % à la fin de l'année](#)) et d'une récession sévère (-1,6 % en 2023), terreau de réduction du pouvoir d'achat.

Une fois élu, Milei n'a pas démantelé la banque centrale et n'a pas supprimé la monnaie nationale. Il y a là certainement une raison pratique : le montant de dollars détenus par la banque centrale pour qu'elle achète les pesos en circulation contre des dollars (processus qui aurait dû être effectué pour déclencher la dollarisation officielle) étant réduit, les pesos auraient été acquis à un prix en dollars très faible³, ce qui aurait engendré un appauvrissement des Argentins qui détiennent de l'épargne en pesos. Au-delà de cette raison pratique, on pourrait évidemment discuter de l'opportunité de se passer d'une banque centrale dans une économie : cette institution est absolument indispensable pour réguler le secteur bancaire et financier et assurer une certaine stabilité⁴. Il est donc absolument heureux que ce projet n'ait pas été mis à exécution.

Encadré :

Jamais 3 sans 4 ?

Une architecture de la politique économique qui a déjà échoué et re-échoué

La politique macroéconomique menée par Milei est finalement très similaire à celle menée lors de 3 périodes de l'histoire économique récente. Elle repose sur des programmes de privatisation et de dérégulation de l'économie, la libéralisation des échanges extérieurs (qu'ils soient commerciaux comme financiers) et la stabilisation du taux de change. Cette politique parvient à court terme à attirer des capitaux étrangers mais elle entraîne une perte de compétitivité de l'économie argentine (la monnaie argentine devient trop chère en termes de devises) ce qui freine l'activité et dégrade le solde commercial, ce qui provoque une augmentation de l'endettement de l'économie argentine vis-à-vis du reste du monde. Cette séquence a été observée systématiquement dès lors que ce type de politique fut adopté. Si cela permet de réduire l'inflation, ces mesures accroissent la transmission de l'instabilité de l'économie mondiale sur un plan interne (via l'instabilité des prix mondiaux des matières premières exportées par l'Argentine ou via l'instabilité financière), elles alourdissent l'endettement extérieur en devises et finalement elles s'achèvent par des crises de la dette extérieure et une récession massive. Cette séquence fut ainsi observée lors de la dernière dictature militaire (1976-1983), pendant la période de la convertibilité (1991-2001) ou même pendant l'administration de Maurizio Macri (2015-2019).

Milei a néanmoins largement modifié la politique économique, rompant avec celle menée par son prédécesseur, en appliquant des mesures récessives traditionnellement adoptées par les gouvernements (néo-)libéraux (voir encadré) : d'abord une extrême dévaluation, puis la stabilisation du change et des coupes dans les dépenses publiques, le tout en escomptant que la récession favorise l'amélioration des comptes extérieurs par la diminution des importations.

Concernant les dépenses publiques, la tronçonneuse a été actionnée : l'investissement public a été largement gelé, puisqu'il a reculé de 75 % en 2024 par rapport aux montants déboursés en 2023. Tous les chantiers publics programmés mais non entamés ont été annulés. Les sommes allouées pour les investissements dans les universités ont été annulées à plus de 97 %, celles pour les entreprises publiques de

³ En décembre 2023, le taux de change officiel du dollar en pesos était de 788 (contre 1 dollar, on obtenait 788 pesos). Au même moment, selon les [statistiques officielles de la Banque centrale argentine](#), celle-ci détenait 23 milliards de dollars de réserves de change. En imaginant qu'une telle action n'entraîne aucun mouvement de fuite devant la monnaie domestique (ce qui est inconcevable dans la réalité), elle pouvait donc théoriquement échanger ces dollars contre 18 124 milliards de pesos (23 milliards de dollars x 788). Mais les pesos en circulation dans l'économie sont bien plus abondants ; l'agrégat monétaire M2 était alors supérieur à 28 700 milliards de pesos, M3 supérieur à 46 100 milliards. Le change aurait donc dû se faire à un taux plus faible : chaque Argentine ou Argentin obtenant bien moins de dollars en échange des pesos qu'escompté.

⁴ Voir « *La monnaie. Un enjeu politique* », Les Économistes atterrés, 2^{ème} édition révisée et augmentée, Seuil, octobre 2025.

« seulement » 60 %. L'indexation des traitements des fonctionnaires a immédiatement été suspendue et 80 000 postes dans la fonction publique ont été supprimés entre décembre 2023 et la fin de l'année 2025. Ces mesures drastiques et brutales ont permis de restaurer un équilibre fiscal primaire. Le budget 2026, qui a été approuvé par le Parlement le 26 décembre maintient ce cap : les dépenses réelles de l'État devraient diminuer de 2,5 % en 2026, via la baisse des budgets alloués aux Ministères. Le budget prévisionnel table sur un excédent de 0,3 % du PIB en fin d'année (pour un excédent primaire de 1,2 %).

Sur le plan monétaire, trois jours après son intronisation, Milei met en œuvre une importante dévaluation du peso, [de 54 %, portant sa valeur à 800 pesos pour un dollar](#) en décembre 2023, pour ensuite limiter sa dépréciation à 2 % par mois jusqu'en février 2025, le rythme de dépréciation se réduisant alors à 1 % par mois⁵. Cette politique de change active, dite de *crawling-peg* (ou de parité glissante), est la clé de voûte de la politique de désinflation mise en œuvre dans la 1^{ère} phase de son mandat. Particulièrement sensible aux variations du taux de change, l'inflation argentine a ainsi dépassé les 25 % pour le seul mois de décembre 2023 avant de se réduire très nettement, pour n'être plus que de 2,7 % en décembre 2024 et même de seulement 1,5 % en mai 2025. La désinflation a aussi été nourrie par la très sévère diminution des dépenses publiques, qui a certes permis de dégager un excédent primaire⁶, mais qui a aussi généré des effets récessifs importants (le PIB argentin reculant de 1,7 % en 2024). Les comptes extérieurs se sont néanmoins améliorés (en particulier lors du deuxième trimestre 2024), les exportations bénéficiant de prix mondiaux plus favorables quand la récession a restreint les importations. La stabilisation nominale de l'économie argentine a été saluée, par exemple par la [directrice générale du FMI](#), par l'[OCDE](#) ou encore par l'économiste [Kenneth Rogoff](#).

Toutefois, dès le second semestre 2024, l'embellie sur les comptes externes s'assombrit, suscitant une évolution de la politique économique qui survient en avril 2025. En pleine négociation avec le FMI pour obtenir le soutien financier de l'institution, le gouvernement argentin a largement allégé les contraintes pesant sur la convertibilité des pesos en dollars, libéralisant le marché des changes ; c'est la remise en cause du *Cepo*, qui était réclamée par le Fonds monétaire international (FMI) et par les riches Argentins⁷. Cela a permis la [ratification de l'accord de 20 milliards de dollars](#) sur 4 ans entre le FMI et le gouvernement, déclenchant immédiatement un premier versement de 12 milliards. Grâce à celui-ci, la banque centrale argentine accroît sa capacité d'intervention pour maintenir la stabilité du change⁸, indispensable pour éviter que l'inflation ne s'emballe à nouveau. Toutefois, le FMI encourage la banque centrale argentine à modifier sa politique de change, pour aller vers un régime de change plus flexible. Ainsi, la banque centrale annonce que le taux de change évoluera non plus au rythme d'un taux de dévaluation de 1 % chaque mois, mais au sein d'une bande de fluctuation (plancher initial à 1 000 pesos pour 1\$ et plafond à 1400 pesos) dont les limites sont modifiées de 1^{er} chaque mois. Si le peso touche le plafond, alors la banque centrale interviendra pour le maintenir dans la bande.

⁵ Cette stabilisation du change produit des effets réels progressifs sur l'économie argentine : du fait du différentiel d'inflation entre l'Argentine et les États-Unis, le dollar devient de moins en moins cher en termes réels, favorisant le pouvoir d'achat en devises des Argentins mais facilitant aussi l'acquisition par les Argentins du dollar, ce qui accroît les pressions sur la banque centrale qui cherche à stabiliser le change.

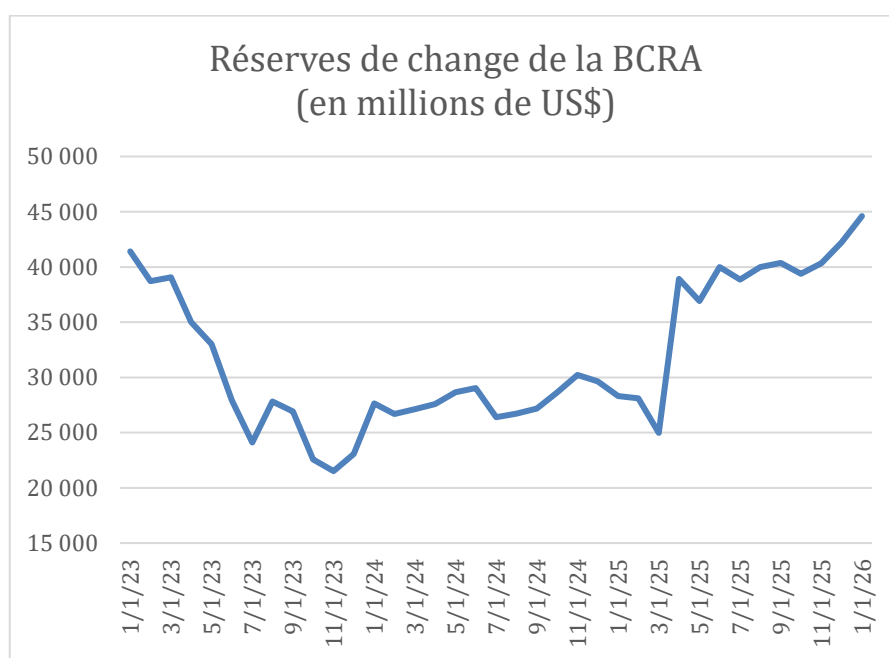
⁶ Voir [Perspectives Économiques de l'OCDE](#), volume 2025, numéro 1, p. 129.

⁷ Le terme *Cepo* signifie verrou en espagnol. Les Argentins ont pris l'habitude de désigner par ce terme toutes les entraves institutionnelles établies par les autorités pour freiner ou gêner la conversion des pesos en devises, en particulier en dollars. Ainsi, Milei rétablit le 14 avril 2025 la possibilité pour les Argentins de détenir librement des dollars dans le système bancaire argentin, comme la possibilité de changer librement et sans attente des pesos en dollars ou d'effectuer des virements en dollars vers des places financières situées à l'étranger. [Voir ici la communication officielle](#).

⁸ Si le peso tend à perdre de la valeur sur le marché des changes, le *forex*, pour le stabiliser la Banque centrale argentine doit racheter sa propre monnaie en vendant des dollars. Elle cède donc une partie de ses réserves dans cette action. Cette politique doit être abandonnée si les réserves sont épuisées, ce qui va généralement de pair avec une crise de change, une brève période lors de laquelle le prix de la devise exprimé en monnaie domestique peut augmenter en flèche.

Le gouvernement espérait que cette politique de change modifiée et l'annonce de l'accord avec le FMI enclencheraient un cercle vertueux : les Argentins, rassurés quant à la stabilité du change et bénéficiant d'une loi d'amnistie fiscale *ad-hoc*, devaient réintroduire dans l'économie les dollars conservés « sous les matelas », permettant de gonfler les réserves de change. Attirés et bénéficiant eux aussi d'un régime fiscal favorable (le [RIGI](#))⁹ mis en place par Milei, les investisseurs étrangers devaient massivement investir dans l'économie argentine. Ces entrées de dollars dans l'économie argentine sont bien la clé de voûte de la politique économique menée car la stabilisation du change, indispensable pour permettre la désinflation, requiert que la banque centrale soit en mesure de défendre le change si besoin, c'est-à-dire de vendre des dollars pour racheter des pesos lorsque celui-ci se déprécie.

La dynamique attendue par le gouvernement argentin et le FMI ne s'est pas enclenchée. Le compte courant de la balance des paiements, redevenu largement déficitaire dès le début 2025, le reste tout au long de l'année, allant de pair avec un accroissement de l'endettement net externe de l'économie argentine en dollars (voir les [statistiques de balance des paiements de l'économie argentine](#)). Ainsi, malgré la sortie du *Cepo* et malgré l'accord avec le FMI, les autorités argentines ne parviennent pas à augmenter les réserves de change détenues par la banque centrale, information qui alimente les craintes d'une crise de change ou l'imminence d'une dévaluation importante. Depuis avril 2025, la banque centrale argentine ne parvient pas à accumuler un stock de réserves supérieur à 40 milliards de dollars, équivalents à environ 4 mois d'importation de biens et services, ce qui est notoirement insuffisant pour faire face à une éventuelle défiance quant à la capacité de la banque centrale à stabiliser le change, même si depuis la fin de l'année 2025 le stock s'accroît, au prix d'une politique monétaire restrictive.

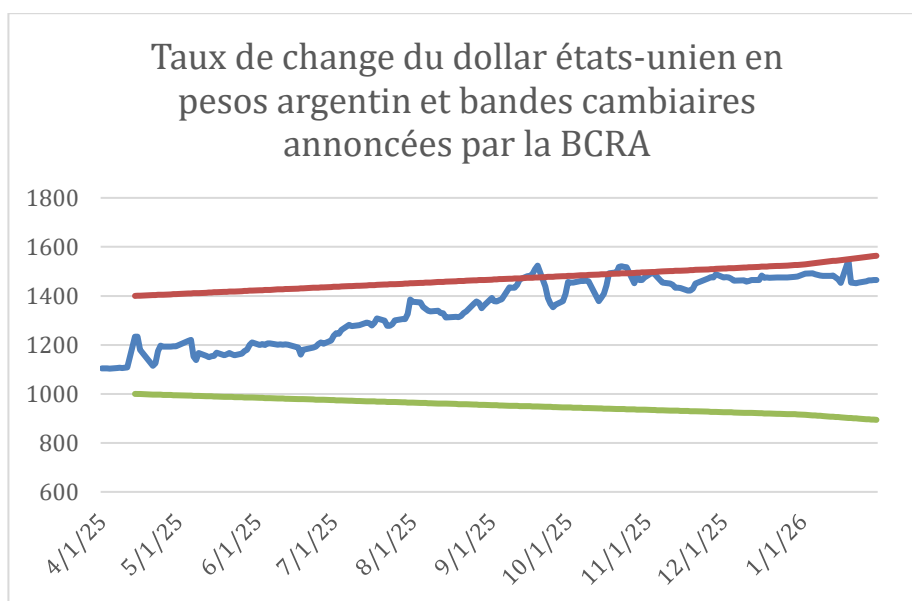


Source : Banco Central de la República Argentina

L'hiver austral 2025 (de juin à septembre) fut marqué par l'apparition d'anticipations que la politique de change ne pourrait pas être tenue. Outre la difficulté à accumuler des réserves, les marchés financiers s'inquiètent des effets de la récession qui s'installe et anticipent la possible remise en cause du programme économique mené en cas de défaite du parti de Milei aux élections législatives de mi-mandat, élections qui renouvellent la moitié des députés et un tiers des sénateurs et sont programmées le 26

⁹ RIGI ou Régime d'incitation aux grands investissements

octobre 2025. Cette inquiétude est d'autant plus vive que les élections de la province de Buenos Aires (province qui concentre 37 % du corps électoral national) du 7 septembre ont été un camouflet pour le parti de Milei, avec un retard de 14 points de pourcentage sur le parti péroniste.



Source : Banco Central de la República Argentina.

Note : Ici, on lit combien de pesos argentins s'échangent pour un dollar

Alors que depuis juillet le taux de change s'était progressivement éloigné du milieu de la bande de change visé, le 16 septembre, pour la première fois, le taux de change dépasse le plafond annoncé, déclenchant des interventions massives de la banque centrale sur le marché des changes (la presse financière argentine évoque la vente de [plus de 1,1 milliard de dollars de réserve](#) entre le 16 et le 19 septembre). C'est dans ce contexte d'extrême fébrilité qu'a été annoncé, en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU, le soutien des États-Unis à la politique économique argentine.

À la suite de sa rencontre avec le président Milei à New York le 23 septembre, le président Trump s'est engagé à « aider » l'Argentine, tout en insistant sur le fait qu'il ne s'agissait nullement d'un plan de sauvetage. Dès le lendemain, Scott Bessent, secrétaire du Trésor des États-Unis, annonça que le Trésor achèterait des obligations argentines libellées en dollars américains, fournirait un soutien important via l'ESF (*Exchange stabilization fund*) et négocierait une ligne de swap de 20 milliards de dollars avec la banque centrale argentine.

Le plan d'aide de 40 milliards se décompose en deux lignes distinctes : un échange de devises de 20 milliards avec le département du Trésor et une facilité de dette de 20 milliards de dollars menée par des banques privées, dont la structure exacte et les garanties ne sont toujours pas, début 2026, finalisées¹⁰.

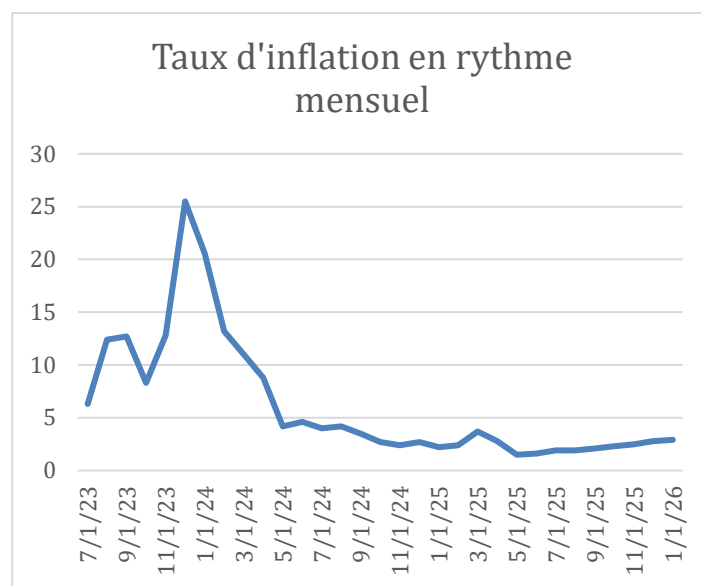
¹⁰ Le [Financial Times](#) annonce néanmoins le 7 janvier 2026 que la banque centrale argentine a conclu un accord de prêt portant sur 3 milliards de dollars à échéance courte (372 jours) avec 6 grandes banques internationales (3 banques européennes : Santander, BBVA, Deutsche Bank ; ainsi que Bank of China, JP Morgan et Goldman Sachs) au taux annuel de 7,4 % alors que le pays doit honorer une échéance de remboursement sur des bons de 4,6 milliards de dollars le 9 janvier.



Selon le [Financial Times](#), dès le 9 octobre, le trésor américain acquiert pour plus de 400 millions de pesos argentins pour venir en aide à la banque centrale argentine. Au cours de ce même mois d'octobre, les actions coordonnées de ventes de dollars par la banque centrale et le trésor argentins pour maintenir le taux de change dans les bandes de fluctuations visées provoquent la [cession de plus de 3,3 milliards de dollars](#). Le 20 octobre, moins d'une semaine avant les élections, l'accord portant sur 20 milliards de dollars noués entre la banque centrale argentine et le trésor américain concernant la stabilisation du change est [officiellement annoncé par la banque centrale argentine](#).

Le soutien américain, conditionné par Trump lui-même à la victoire de Milei lors des élections du 26 octobre, a joué un grand rôle dans le résultat, qui s'est conclu par une écrasante et inattendue victoire pour le parti de Milei. Dans une économie historiquement aussi instable et dollarisée, la perspective d'un répit concernant la stabilité du change et la poursuite de la désinflation ont été des facteurs déterminants pour la mobilisation de l'électorat en faveur de Milei.

Aujourd'hui, l'incertitude concernant la capacité de la banque centrale à stabiliser le change demeure. Le taux de change reste proche du plafond des bandes. Cela explique aussi la volonté de la banque centrale d'accumuler des réserves de change pour accroître sa capacité d'intervention en cas de besoin. Cela explique enfin la modification de la manière dont évoluent les bandes : depuis le début du mois de février 2026, les bandes n'évoluent plus au rythme de 1 % par mois, mais en fonction du rythme de l'inflation observée 2 mois précédemment. Cela n'est pas anodin, alors que l'inflation tend à nouveau à se renforcer (en rythme annuel, l'inflation est fin janvier 2026 de 32,4 %).



Source : Indice des prix à la consommation, INDEC

Les enjeux autour de l'inflation et de sa mesure sont toujours extrêmement importants et particulièrement conflictuels. Le 2 février 2026, le directeur de l'INDEC, l'institut national argentin de la statistique publique, chargé de mesurer l'inflation, a démissionné. En fait, il est établi que la méthodologie actuelle de calcul de l'inflation est perfectible car elle ne prend pas correctement en compte les prix des services et leur poids dans la consommation des Argentins. L'INDEC a donc mis au point depuis quelque temps une nouvelle méthodologie et le gouvernement avait promis de la mettre en place en 2026. Mais cette nouvelle méthode donne des chiffres plus élevés que l'ancienne... et le non-recours à ces nouveaux outils explique la démission du directeur. Tout cela entretient un climat d'incertitude qui alimente aussi le [maintien d'un niveau élevé du risque pays exprimé par les marchés financiers internationaux](#).

II. L'action de l'administration Trump vis-à-vis de l'Argentine

L'intervention directe, massive et explicite de l'administration Trump dans la politique argentine s'effectue dans un contexte international où les tensions géopolitiques sont exacerbées, dans lequel les conflits militaires se multiplient dans de nombreuses régions du monde, et où une fragmentation géopolitique marque les échanges internationaux. Elle se produit quelques semaines avant l'intervention militaire au Venezuela dans le but de kidnapper Nicolas Maduro et la déclaration de Marco Rubio, secrétaire d'État, le 4 janvier affirmant que ces actions sont dictées par le fait qu'elles se déroulent « [dans notre hémisphère](#) ».

Au-delà de l'affinité politique que Trump peut éprouver vis-à-vis de Milei, *une autre explication du soutien est certainement à trouver du côté d'une certaine réorientation stratégique majeure attendue vis-à-vis de l'Argentine, ainsi poussée à limiter ses liens avec la Chine, de manière à réduire l'influence de celle-ci sur le sous-continent*. Si le président argentin a nié tout engagement à couper les ponts avec Pékin qui aurait été exigé par les États-Unis en contrepartie du soutien obtenu, le président Trump [a été quant à lui très direct](#) et très clair avec Milei : « *Vous pouvez faire des échanges, mais vous ne devriez certainement pas faire plus que ça. Vous ne devriez certainement rien faire qui ait trait au militaire avec la Chine. Et si c'est ce qui se passe, j'en serais très contrarié.* »

Un soutien qui s'ajoute à celui du FMI

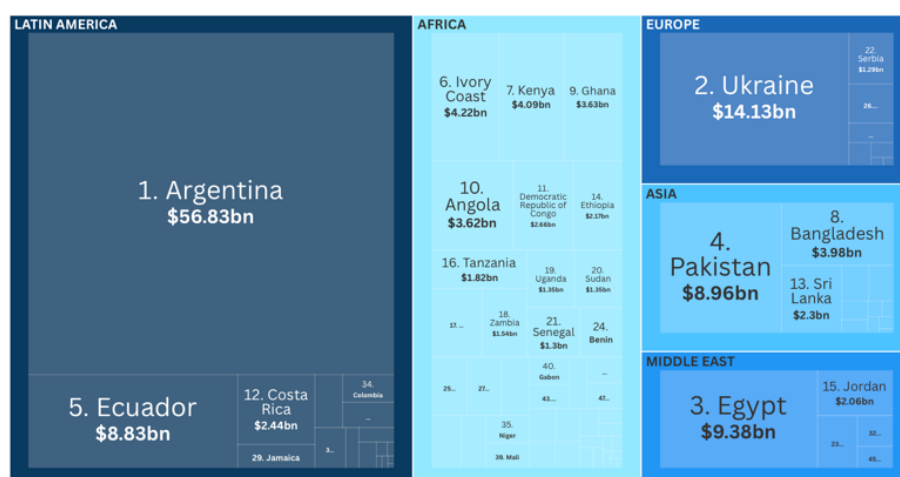
Par son ampleur, l'importance du soutien des États-Unis à l'Argentine interpelle. Et ce d'autant plus qu'il s'additionne aux créances déjà détenues par le FMI sur cette économie, mais aussi par d'autres institutions internationales. En avril 2025 le gouvernement Milei s'était ainsi endetté pour plus de [42 milliards de dollars](#) supplémentaires auprès des institutions financières internationales : vis-à-vis du FMI (pour 20 milliards) mais aussi de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. L'accord passé avec le FMI est le [23^{ème}](#) dans l'histoire mouvementée de l'institution avec l'Argentine. Ces nouvelles dettes s'ajoutent aux créances existantes et confortent la place incontestée de l'Argentine comme pays actuellement le plus endetté au monde vis-vis du FMI¹¹.

Représentation des montants dus par les principaux débiteurs du FMI au 15 octobre 2025

Who has the most outstanding debt to the IMF?

In total, 86 countries owe the IMF SDR 118.9 billion, roughly equivalent to \$162bn, as of October 2025.

1 SDR ~ \$ 1.36



Source: International Monetary Fund • October 15, 2025

Le niveau d'endettement de l'Argentine vis-à-vis du FMI est donc particulièrement important. Toutefois, les exigences de celui-ci et les modalités à respecter pour procéder aux versements des échéances promises sont standards, le FMI par la voix de sa présidente K. Georgieva défendant des réformes économiques tout à fait en phase avec les recommandations néolibérales sous-tendant le consensus de Washington, déjà en vogue dans les années 1990. Le soutien du FMI, qui s'est matérialisé en avril 2025, peut se comprendre comme la volonté de soutenir la politique économique de Milei, mais aussi d'agir afin d'éviter que l'Argentine, déjà principal débiteur du FMI, ne soit en difficulté en 2026 et les années suivantes pour faire face à des échéances sur la dette publique externe en dollars de 13 milliards de dollars en 2026 (dont 3 auprès du FMI) et de 19 milliards en 2027 (6 auprès du FMI).

¹¹ Lors du mandat présidentiel de Mauricio Macri (2015-2019), aujourd'hui soutien politique de J. Milei, mandat pendant lequel plusieurs ministres actuels en charge des questions économiques avaient déjà eu des hautes responsabilités (F. Sturzenegger actuellement ministre de la « dérégulation et de la transformation de l'État » était à la tête de la banque centrale entre 2015 et 2018 ; Luis Caputo, ancien *trader* de JP Morgan et de la Deutsche Bank, actuel Ministre de l'économie fut Ministre des finances de Macri avant de succéder en 2018 à Sturzenegger à la banque centrale...), la dette de l'Argentine envers le FMI avait augmenté de 44 milliards de dollars.

Comme nous l'avons rappelé, l'accord avec le FMI, complété d'accords avec la BM et la BID n'ont toutefois pas permis d'éliminer la perspective d'une crise de change.

Les États-Unis ont de leur côté annoncé leur contribution financière plus de 5 mois après l'annonce de l'accord entre le FMI et l'Argentine ; les deux interventions n'ont pas été concertées. L'administration Trump a eu recours à un mécanisme financier particulier pour matérialiser le soutien, via l'*Exchange Stabilization Fund* (ESF).

L'intervention des États-Unis : la mobilisation de l'ESF. Comment fonctionne cet instrument ? Quels précédents ?

Créé en 1934, l'ESF permet au Trésor américain d'effectuer des opérations sur devises étrangères et d'accorder des prêts à d'autres pays. Le président Roosevelt avait alors signé une loi qui, entre autres, réservait 2 milliards de dollars à ce fonds de stabilisation des changes. L'objectif, à l'époque, était de contrôler la valeur du dollar américain (1934 étant en plein milieu de la Grande Dépression). Comment ? Au cas où le dollar américain perdait de sa valeur par rapport à une devise étrangère, le Trésor pourrait vendre cette devise et acheter des dollars américains sur les marchés des changes. Cela affaiblirait alors la valeur de la devise et renforcerait le dollar.

Mais, lorsque l'économie américaine est devenue dominante dans l'économie mondiale et le dollar la monnaie de réserve mondiale, la monnaie clé du système monétaire international, le besoin d'une telle intervention sur le marché a disparu. Avec le dollar comme monnaie la plus utilisée pour le commerce international et les échanges à travers le monde, les termes relatifs à la stabilisation du dollar ont été supprimés du mandat de l'ESF dans les années 1970, et le département du Trésor a trouvé d'autres façons d'utiliser ce fonds. L'une de ces façons s'effectue en lien avec le FMI lorsqu'il prête à des pays en difficulté. Pour cela le FMI dispose de DTS (droits de tirage spéciaux), et les États-Unis utilisent l'ESF pour détenir des DTS.

En septembre 2025, le fonds affichait ainsi un solde net de 43,5 milliards de dollars. Les 20 milliards de dollars destinés à l'Argentine représentent donc une part importante de ce montant. Toutefois, même si la totalité des 20 milliards de dollars est disponible, il semble que seule une petite partie a été utilisée pour acheter des pesos argentins. Le Trésor américain a acheté pour 1,5 milliard de dollars de pesos argentins et il a mis à disposition de l'Argentine les 20 milliards promis pour être utilisés pour racheter des pesos le cas échéant.

Malgré l'insistante affirmation de Trump qu'il ne s'agissait pas d'un plan de sauvetage des États-Unis en faveur de l'Argentine, l'intervention annoncée en septembre 2025 y ressemble pourtant. L'accord avait pour objectif de soutenir le peso argentin dont tout le monde s'accordait à anticiper la sévère dépréciation et de fournir une bouée de sauvetage financier au gouvernement du président Milei avant les élections de mi-mandat. Le Trésor américain est également intervenu directement en achetant des pesos sur *l'open market*.

Ces interventions n'ont pas manqué de provoquer l'indignation aux États-Unis de la part d'agriculteurs, d'élus démocrates et même d'élus républicains, le pays se trouvant en plein *shutdown* avec la mise à l'arrêt de l'administration fédérale en raison de l'absence de vote, dans le délai imparti, du budget fédéral par le Congrès.

Selon le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, l'Argentine a rendu, rapidement et totalement, les fonds avancés par les États-Unis¹². En plus du "swap", comme mentionné plus haut, le Trésor américain avait aussi annoncé un autre dispositif de 20 milliards de dollars avec des acteurs privés

¹² https://www.bfmtv.com/economie/l-argentine-a-rendu-rapidement-et-totalement-les-etats-unis-annoncent-que-le-pays-de-javier-milei-a-rembourse-les-20-milliards-de-dollars-qu-ils-lui-ont-avance-fin-octobre_AD-202601090788.html

(banques privées et fonds souverains) pour aider l'Argentine dans le remboursement de sa dette. Le pays doit honorer en 2026 [diverses échéances de remboursement pour un montant total de dette de plus de 19 milliards de dollars](#). Ce second soutien a été revu à la baisse, avec un prêt de trois milliards de dollars finalement concrétisé début janvier 2026 (voir note de bas de page n°4).

Ce n'est pas la première fois que le Trésor américain puise dans cette réserve et mobilise l'ESF¹³. Ainsi, pour faire face à la situation d'urgence durant la crise des *subprimes*, le Trésor avait eu recours à l'ESF pour garantir les dépôts dans certains types de fonds d'investissement. De même, lorsque le Trésor a soutenu certains prêts accordés aux banques au début de la pandémie du Covid.

Au niveau international, il y a eu l'exemple du Mexique¹⁴ en 1995, mais le plan d'aide à l'Argentine est sans précédent à plusieurs égards. Tout d'abord, les États-Unis agissent seuls, sans aucune concertation multilatérale, dans le cadre de ce plan d'aide. Cela diffère de l'intervention auprès du Mexique, qui avait été menée de concert avec d'autres pays. Cela diffère également des cas précédents où les États-Unis avaient coordonné leur aide avec le FMI. Une autre différence est que ce n'est pas le risque de contagion qui a motivé l'utilisation du fonds. On peut citer de nombreuses raisons qui poussent l'administration actuelle à soutenir l'Argentine : le président Trump considère son homologue argentin comme un ami, au moins sur le plan idéologique. Le pays dispose de gaz naturel, de lithium et d'autres ressources qui intéressent les États-Unis. Et il y a une volonté de freiner l'influence de la Chine. Enfin, des investisseurs (tels que Stanley Druckenmiller et Robert Citrone qui ont travaillé avec le secrétaire du Trésor Bessent dans le passé) et des fonds (comme BlackRock, Fidelity et Pimco) ont investi massivement en Argentine et détiennent des obligations argentines ; ils sont exposés à des pertes importantes. La stabilisation du change leur laisse le temps d'envisager un retrait plus ordonné et/ou de profiter largement de cette intervention.

À l'étranger, ce plan de sauvetage a des implications géopolitiques évidentes. La Chine dispose déjà d'une ligne de swap de 18 milliards de dollars avec l'Argentine, ce qui lui confère un moyen de pression sur les réserves naturelles du pays et en fait un interlocuteur incontournable. En offrant une ligne de crédit américaine plus importante, l'administration Trump cherche non seulement à contrer l'influence de la Chine mais à étendre davantage la sphère d'influence de Washington en Amérique latine et à lier plus étroitement l'Argentine aux États-Unis. Les discussions entre Caputo, ministre de l'Économie argentin, et Bessent, secrétaire du Trésor américain, ont ciblé le retrait de l'influence chinoise comme point focal.

Milei, tout en niant que l'administration Trump ait posé des conditions concernant les relations avec la Chine, a tenu à souligner que son ministre de l'Économie et le chef de la banque centrale argentine, Santiago Bausili, avaient rencontré des officiels chinois lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale, signalant une volonté de maintenir un canal de dialogue.

Cette opération de l'administration Trump cible en particulier l'accès aux minéraux critiques et aux infrastructures et expose l'administration Milei à un arbitrage géopolitique en pleine crise économique, avec des conséquences notables, notamment sur sa politique commerciale et économique, et sa propre stratégie de développement.

¹³ <https://files01.core.ac.uk/download/pdf/62553043.pdf> ; <https://www.brookings.edu/articles/what-is-the-exchange-stabilization-fund-and-how-is-it-being-used-in-the-coronavirus-covid-19-crisis/>

¹⁴ Au niveau véritablement international, l'une des utilisations les plus célèbres de l'ESF remonte à 1995. Le Mexique avait emprunté des sommes importantes en dollars qu'il ne pouvait rembourser, et le peso mexicain était en chute libre. Le président Bill Clinton avait annoncé alors que les États-Unis viendraient en aide au Mexique¹⁴. Il convient de se rappeler toutefois, qu'à l'époque, le traité de libre-échange de l'Amérique du Nord, l'ALENA, venait d'entrer en vigueur, d'où un vif intérêt politique à ne pas voir l'ALENA sombrer. « Use of the Exchange Stabilization Fund to Provide Loans and Credits to Mexico » <https://www.justice.gov/file/148296-0/dl>

III. Quelles conséquences pour l'Argentine ?

Les conséquences économiques de la politique de Milei sur l'Argentine sont d'ores et déjà très importantes, et leurs effets ne feront que s'accroître. La politique menée est insoutenable, au sens où elle s'accompagne de déséquilibres courants qui vont de pair avec l'accroissement de la dette externe. En effet, lorsque le solde du compte courant est négatif, cela signifie que l'économie argentine dans son ensemble est débitrice vis-à-vis du reste du monde sur la période considérée pour ses échanges commerciaux (biens et services), liés à la rémunération des travailleurs détachés et aux revenus de la propriété ou des créances et dettes. Ainsi, un déficit courant doit être financé par des entrées de capitaux (d'où l'importance d'attirer des investissements étrangers, de rapatrier dans l'économie des dollars qui dorment sous les matelas ou de s'endetter) ou en utilisant les réserves. [Les statistiques officielles révèlent](#) qu'après une amélioration des comptes externes en 2024, ils se sont à nouveau dégradés : si le compte courant était en excédent tout au long de l'année 2024, les 3 premiers trimestres 2025 (dernières données disponibles au 24 février 2026) sont marqués par des déficits. Par voie de conséquence, l'endettement en dollars de l'ensemble de l'économie argentine progresse, en particulier sous la forme de l'endettement à l'étranger du gouvernement.

Le risque que nous identifions est donc que l'Argentine connaisse à nouveau une crise de balance des paiements et une crise de change, conduisant potentiellement au défaut de paiement.

Une autre possibilité n'est pas à exclure : la politique économique pourrait conduire à une telle récession ou stagnation que les déséquilibres externes seraient résolus par la faiblesse de l'activité économique et le haut niveau de sous-emploi ; alors, les importations se réduiraient, favorisant un rééquilibrage de la balance courante. Mais cette trajectoire provoquerait chômage, nouvelles explosions de la pauvreté, inégalités accrues et tensions sociales inévitables. L'économie serait en outre encore plus soumise à l'instabilité de l'économie mondiale, par l'instabilité financière ou celle des cours des matières premières.

[La réforme de dérégulation du marché du travail en voie d'adoption en février 2026](#) par le Parlement argentin vise à rendre possible ce scénario. Ce projet de loi dite de « modernisation du travail » vise à « flexibiliser » le marché du travail : l'ajustement macroéconomique doit pouvoir se faire par une baisse de l'emploi et des rémunérations. Ainsi, le pouvoir des syndicats sera réduit, le droit de grève affaibli, les normes légales concernant le temps de travail largement assouplies.

Les conséquences économiques de la politique menée, confortée par les États-Unis, seront donc catastrophiques pour la population argentine. Elles le sont aussi au niveau global, puisque le modèle encouragé est absolument incompatible avec la nécessité de mettre en œuvre une structure productive et un modèle de consommation compatibles avec les enjeux écologiques et sociaux.

La politique monétaire menée provoque des taux d'intérêt réels élevés (le taux d'intérêt nominal interbancaire du peso est de 42,58 % selon la banque centrale le 6 janvier 2025, pour une inflation de l'ordre de 30 %) ; l'investissement est atone, à l'exception des secteurs exportateurs. L'Argentine est donc poussée encore plus vers un modèle primarisé et extraverti, seuls ces secteurs pouvant générer des espoirs de rendements financiers suffisamment élevés.

D'ores et déjà, on remarque que la structure de l'économie argentine se modifie ; le caractère rentier de celle-ci s'accroît. En décembre 2025, le taux d'utilisation de la capacité de production industrielle est estimé par [l'INDEC à 53,8 %](#), un taux extrêmement faible. Selon les [économistes de l'Université de Buenos Aires de l'IIEP](#), depuis l'arrivée au pouvoir de Milei 193 000 emplois salariés ont été détruits, dont plus de 60 000 dans l'industrie. Plus de 22 000 entreprises auraient disparu. La dégradation

s'observe aussi [par une croissance du nombre de travailleuses et travailleurs indépendants et de l'informalité et par la progression du recours à la pluriactivité.](#)

Les secteurs liés à l'agro-business, au tourisme ou à l'extraction minière sont les seuls dynamiques et qui attirent des investissements étrangers. En décembre 2025, il est ainsi annoncé la concession pour un montant de 665 millions de dollars de la mine d'or et d'argent de Gualcamayo dans la province de San Juan pour 30 années, à l'ouest du pays, au profit d'un conglomérat canadien qui l'exploitera en grande profondeur. Le magnat états-unien du pétrole Harold Hamm ne s'y trompe pas : il déclare le [5 janvier 2026 au Financial Times](#) que sa société *Continental Resources* pourrait investir plus de 200 millions de dollars cette année en Argentine, en particulier sur le site de *Vaca Muerta*, en pleine Patagonie, pour y exploiter les gisements de gaz et de pétrole de schiste. En février 2026 le Parlement argentin examinera un projet de loi déposé par le gouvernement sur demande du président Milei visant à démanteler les mesures de protection des glaciers et empêchant l'exploitation des sous-sols des zones glaciaires.

Les dégâts environnementaux seront irrémediables. Et ils sont rendus encore plus inévitables par le piège que constitue la politique économique menée : l'économie est endettée en devises et puisque souffrant d'une surévaluation monétaire (le peso vaut trop cher par rapport au dollar), l'Argentine devra par ses exportations obtenir les moyens de paiement exigés par ses créanciers, les dollars. C'est une spirale sans fin. Seules l'agriculture intensive, dont la production est largement exportée, et l'exploitation des ressources naturelles pourraient permettre de faire face à cette contrainte.

L'Argentine est piégée dans un cercle vicieux provoqué par son endettement en devises, la volonté d'accentuer la libre circulation des capitaux et l'impossibilité de laisser se déprécier la monnaie domestique sous peine d'alimenter l'inflation et d'accroître les difficultés pour faire face aux exigences des créanciers. Ce type de piège a déjà provoqué plusieurs crises importantes en Argentine (voir encadré « Jamais 3 sans 4 » en début de note), la dernière de très grande ampleur s'étant produite en 2001.

Ainsi, si nous ne prétendons pas prédire avec précision l'avenir et si nous ne cherchons pas à faire un pronostic, notre analyse envisage deux scénarios :

- Les déséquilibres extérieurs se maintiennent, provoquant à terme des tensions sur la capacité de l'Argentine à obtenir suffisamment de devises pour faire face aux exigences de ses créanciers étrangers. C'est susceptible de générer tout à la fois une crise de la balance des paiements, une crise de change et une crise de la dette externe. Les conséquences macroéconomiques de telles crises sont désastreuses pour le tissu productif (nombreuses disparitions d'entreprises) et sociales (destructions d'emplois). La politique économique menée n'est plus tenable.
- Le modèle Milei parvient tant bien que mal à perdurer, grâce au soutien des États-Unis et des institutions internationales comme le FMI qui alimentent quand c'est nécessaire en dollars l'économie. Les déséquilibres extérieurs sont relativement réduits grâce à la faiblesse de l'activité interne (les importations sont maintenues à des niveaux faibles) et les exportations de matières premières et agricoles génèrent des produits importants. De plus, le soutien financier des États-Unis et du FMI se maintient et rassure les investisseurs, ce qui réduit le risque d'attaques spéculatives sur le change et de fuites des capitaux. Toutefois, cette dynamique n'est pas compatible avec l'existence d'un tissu industriel et de PME dense, ces activités étant victimes de la concurrence extérieure permise par le libre-échange et la surévaluation de la monnaie domestique ancrée sur le dollar. Les inégalités progressent, tout comme le sous-emploi et les ravages environnementaux liés au modèle extractiviste et d'exploitation des ressources naturelles mis en œuvre. Ce scénario est fragile : un retournement des prix des matières

premières exportées ou un changement de l'attitude des marchés financiers ou de la politique extérieure états-unienne peuvent tout remettre en cause.

IV. Quel éclairage concernant la politique des États-Unis ?

L'administration Trump développe une « diplomatie particulière » qui n'implique pas seulement des changements de politique ou d'alliances, mais aussi le démantèlement délibéré des institutions diplomatiques et du multilatéralisme et elle n'hésite pas à mobiliser les fonds fédéraux... Dans un contexte de baisse de la productivité, d'exploitation des ressources naturelles primaires, de recherche de compétitivité à l'échelle internationale et d'une meilleure rentabilité des capitaux, une nouvelle phase du capitalisme néolibéral s'ouvre, caractérisée par une concurrence exacerbée entre capitalismes. Cette concurrence à l'échelle internationale se double d'une concurrence à l'échelle nationale états-unienne entre différents secteurs et intérêts capitalistes, entre d'une part la finance traditionnelle et les grandes entreprises de *Wall Street* et d'autre part la *Big Tech* et la *Silicon Valley*.

Mobilisant d'autres leviers, les objectifs suivis en Argentine ne sont pas sans faire écho à l'agenda assumé qui a motivé l'intervention militaire des États-Unis au Venezuela le 3 janvier 2026 capturant Maduro et permettant le contrôle des approvisionnements en matières premières ou la mise en place d'un régime politique favorable.

Volonté de contrer l'influence chinoise

En termes de ressources naturelles, outre le soja et les céréales en général, l'Argentine dispose de réserves de gaz naturel, ce qui intéresse les États-Unis, tout comme la Chine. De plus, elle possède d'importantes réserves de minéraux essentiels, en particulier le lithium.

La Chine est devenue un partenaire commercial essentiel pour Buenos Aires. Elle représente le deuxième partenaire commercial de l'Argentine, après le Brésil, et le premier acheteur de ses exportations agricoles. La Chine est aussi un partenaire financier, enclin à signer des accords d'échange de devises (swaps de change) avec Buenos Aires, le 1^{er} ayant été signé en 2014. Ce lien économique profond complexifie singulièrement l'obtention de contreparties au soutien financier par les États-Unis. L'enjeu de ces discussions pour Washington est clair : freiner l'accès de la Chine aux ressources argentines, notamment les minéraux critiques, et accorder aux États-Unis un accès élargi aux ressources du pays. Même si le fonctionnement fédéral de l'Argentine limite la portée de tout engagement pris par le gouvernement central de Milei auprès de Washington, car il nécessiterait aussi l'accord des gouverneurs provinciaux pour l'exploitation des ressources naturelles.

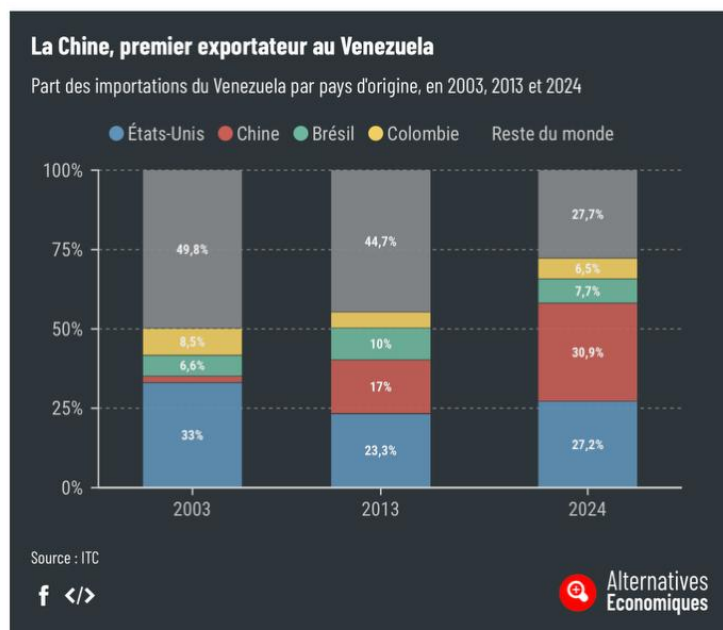
Au cours des dernières années, la Chine a considérablement renforcé sa présence en Amérique du Sud. Selon le *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, la Chine a investi massivement dans de nombreux ports d'Amérique latine et de la mer des Caraïbes (Henry Ziemer, Jaehyun Han et Aidan Power-Riggs)¹⁵. Elle est devenue un acteur majeur dans la région. Le plan de sauvetage de l'Argentine est déclenché à un moment propice pour les États-Unis qui veulent affronter la Chine dans la région.

L'intervention américaine vise également à ce que l'Argentine privilégie les entreprises américaines. Ainsi, dans l'industrie des télécommunications et de l'internet, l'objectif est de *donner un avantage aux États-Unis* dans un contexte de concurrence vive avec la Chine qui a une présence significative dans les infrastructures argentines. L'opérateur local *Telecom Argentina* a récemment obtenu un prêt de 74 millions de dollars de la Banque de Chine. Huawei gère un réseau mobile 5G en Argentine. La

¹⁵ <https://www.expedientepublico.org/china-increases-control-of-ports-in-latin-america-and-the-caribbean/>

Chine finance également la construction d'une centrale nucléaire qui fonctionnera avec sa propre technologie, cherchant ainsi à multiplier ses sources d'uranium face à une demande électrique croissante.

De la même façon, l'intervention des États-Unis au Venezuela vise à contrer la Chine. Au début des années 2000, un tiers des produits acheminés au Venezuela provenaient des États-Unis. Ce chiffre s'est légèrement réduit à 27 % en 2024, alors que la part de la Chine est passée de 2 % à 31 % en deux décennies.



Une politique commerciale et extérieure renouvelée

Les États-Unis et l'Argentine sont convenus le 13 novembre 2025 d'un cadre de coopération bilatérale en matière de commerce et d'investissement. Le communiqué, intitulé « Cadre pour un accord entre les États-Unis et l'Argentine sur le commerce et l'investissement réciproques », énumère les 11 secteurs clés qui seront concernés par l'accord. Parmi ceux-ci figurent notamment les droits de douane, la propriété intellectuelle, l'accès au marché agricole, le travail et l'harmonisation de la sécurité économique. Chaque catégorie précise les conditions à remplir, la plupart des concessions incombant à l'Argentine.

Mais c'est l'Amérique latine entière qui forme bien la cible d'une diplomatie unilatérale. L'administration Trump y agit en maniant d'une part menaces, sanctions, droits de douane punitifs, et même kidnappings pour les pays et dirigeants qui ne coopèrent pas et, d'autre part, aide économique et récompenses pour ceux qui lui obéissent. Ces différentes actions et opérations sont menées, toutes, sous l'impératif politique de la « défense de l'hémisphère occidental », soit le continent américain du nord au sud. Cela sert à justifier le renforcement de la marine américaine dans les Caraïbes et à proximité du Venezuela. Cette nouvelle stratégie n'est pas sans rappeler « la doctrine Monroe », une politique étrangère américaine, établie en 1823, qui déclarait l'hémisphère occidental fermé à toute nouvelle colonisation européenne et mettait en garde contre l'ingérence européenne dans les nations nouvellement indépendantes des Amériques.

Le « corollaire à la doctrine Monroe », celui du Président Roosevelt, qui affirmait que les États-Unis avaient la « responsabilité de préserver l'ordre et de protéger la vie et la propriété » sur l'ensemble des pays d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. Bien qu'initialement conçue comme un moyen de soutenir l'indépendance de l'Amérique latine, cette doctrine a été historiquement utilisée par les États-Unis pour exercer leur influence et leur contrôle sur la région par le biais d'interventions militaires et de domination économique. Ainsi, les États-Unis ont encore accru la pression sur Cuba après avoir réussi à stopper les livraisons de pétrole depuis le Venezuela vers Cuba. Le président américain a signé le 29 janvier 2026 un décret disposant que les États-Unis pourraient frapper de droits de douane les pays vendant du pétrole à Cuba. Pour justifier sa politique, Washington invoque une « menace exceptionnelle » que ferait peser Cuba sur la sécurité nationale américaine. Tout cela dessine les contours d'une nette volonté de domination de Washington sur tout le continent américain.

Aujourd'hui, la politique extérieure des États-Unis ne se limite pas au déploiement, dans les Caraïbes, de la marine, du plus grand porte-avions du monde, d'une flottille de navires de guerre, officiellement pour des opérations antidrogue, qui visent particulièrement le Venezuela mais menacent aussi des pays démocratiques comme la Colombie ou le Mexique. Elle consiste d'une part à sanctionner certains États et, au contraire, à passer certains accords plus favorables avec d'autres États en échange de l'ouverture de leurs marchés aux intérêts américains.

Ainsi, le Brésil est menacé d'un droit de douane de 50 % pour avoir poursuivi en justice l'ancien président Jair Bolsonaro, considéré comme un allié du président Trump. Mais, parallèlement, les États-Unis signent des accords commerciaux majeurs avec l'Argentine, le Guatemala, l'Équateur et le Salvador, avec des baisses ciblées de droits de douane en échange de l'ouverture de nouveaux marchés agricoles et numériques. Les quatre pays concernés ont accepté d'ouvrir leurs marchés à des produits américains, en échange de quoi l'administration Trump va baisser les droits de douane sur certains produits exportés vers les États-Unis, notamment agricoles ou textiles. Ainsi, le Guatemala qui fournit 41 % des bananes importées aux États-Unis et l'Équateur 19 % connaîtront une baisse des droits de douane. L'Argentine s'engage, elle, à ouvrir son marché aux volailles et au bétail américains. Certains

des accords garantissent l'accès des États-Unis à des minerais stratégiques. Les quatre pays concernés s'engagent par ailleurs à ne pas taxer les services numériques.

Jeudi 5 février 2026, l'Argentine est devenue le premier des quatre pays à finaliser son accord avec les États-Unis. Le ministère argentin des Affaires étrangères a salué cet accord comme une étape importante dans l'alliance entre l'Argentine et les États-Unis. Il a déclaré qu'il supprimerait les barrières commerciales sur plus de 200 catégories de produits en provenance des États-Unis, notamment les produits chimiques, les machines et les appareils médicaux, qu'il réduirait les droits de douane à 2 % sur toute une gamme de produits importés tels que les pièces automobiles, et qu'il autoriserait les importations sensibles comme les véhicules, la viande bovine et les produits laitiers, qui pourront entrer dans le pays sans droits de douane dans le cadre de quotas gouvernementaux.

De son côté, Washington supprimera les droits de douane réciproques sur 1 675 produits argentins, a déclaré le ministère argentin des Affaires étrangères, ajoutant 1 milliard de dollars aux recettes d'exportation. L'afflux de bœuf argentin ne manquera pas de provoquer la colère des éleveurs de bétail aux États-Unis.

Les États-Unis cherchent à contrer l'influence des BRICS et emploient le dollar comme arme

Les BRICS s'efforcent de réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar américain dans le commerce international, un processus connu sous le nom de « dédollarisation », principalement en augmentant l'utilisation des monnaies locales dans le commerce bilatéral ou en promouvant des monnaies internationales alternatives au dollar. Si les discussions passées sur une monnaie commune aux BRICS ont été mises de côté, ces pays continuent à poursuivre d'autres stratégies telles que le développement de systèmes de paiement alternatifs, comme BRICS Pay, afin de réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar et des systèmes financiers occidentaux tels que SWIFT.

La stratégie de Trump vise à inverser cette tendance et, au contraire, à faire en sorte que le dollar reste la monnaie du commerce international. Ce qui s'est passé au Venezuela illustre cette volonté de dollarisation, de faire en sorte que le dollar reste la devise de l'or noir. Le Venezuela finira-t-il par adopter le dollar comme monnaie légale comme l'ont fait avant lui le Salvador, l'Équateur et le Panama ? Dans ce cas il ne pourrait plus vendre une partie de son pétrole en yuans à la Chine qui était son principal acheteur (85 % des exportations vénézuéliennes¹⁶). Avec l'Argentine, l'importance accrue des accords bilatéraux d'endettement avec les autorités états-uniennes aboutit au même résultat : la dette externe est bien libellée en dollar, entretenant ou même nourrissant la dollarisation de l'économie

Conclusions :

Nous avons mis en évidence l'insoutenabilité du modèle Milei. Tant du point de vue écologique et climatique, que du point de vue macroéconomique. Le modèle repose sur le développement des logiques extractivistes et des déséquilibres macroéconomiques insoutenables sans l'intervention directe des États-Unis.

L'insoutenabilité du modèle est aussi sociale : les inégalités sont vouées à progresser et la destruction du secteur public provoque des dégâts sur la population qui se feront sentir à l'avenir (dégradation de l'instruction et du niveau d'éducation, retard scientifique, difficultés ou impossibilité d'accès aux soins.) par insuffisance de l'offre dans ces domaines.

¹⁶ Les Échos (7/1/2026) <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/venezuela-le-coup-detat-du-dollar-sans-coups-de-feu-ni-enlevement-2208070>

Non seulement Milei n'a pas résolu les problèmes de l'Argentine, mais il a accentué la fragilité du peso qui ne doit son salut qu'à l'aide extérieure obtenue auprès de l'Administration Trump.

Au-delà des affinités politiques entre Trump et Milei, l'intervention des États-Unis auprès de l'Argentine s'explique par la concurrence effrénée des grandes puissances sur les ressources naturelles et la volonté de freiner l'influence chinoise. Ici, les motivations sont similaires à celles qui ont pu conduire les États-Unis à destituer Maduro au Venezuela. Ainsi, l'ingérence directe états-unienne dans les pays latino-américains peut-elle passer par « un modèle Buenos Aires », via la mobilisation de l'arme dollar, ou par « un modèle Caracas », via la mobilisation de la puissance militaire.